



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
26 novembre 2002  
Français  
Original: espagnol

**Assemblée générale  
Cinquante-septième session**  
Points 72 et 160 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité  
Cinquante-septième année**

**Convention sur l'interdiction de la mise  
au point, de la fabrication et du stockage  
des armes bactériologiques (biologiques)  
ou à toxines et sur leur destruction**

**Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

**Lettre datée du 21 novembre 2002, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la transcription de la conférence de presse du Ministre des relations extérieures de Cuba, M. Felipe Pérez Roque (voir annexe), au cours de laquelle il a réfuté les déclarations fallacieuses de M. Otto Reich, Secrétaire d'État adjoint des États-Unis d'Amérique pour l'hémisphère occidental, qui a accusé Cuba d'essayer de se doter d'armes biologiques et d'entraver la lutte contre le terrorisme international.

Je vous serais obligé de faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 72 et 160 de l'ordre du jour, ainsi que du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Bruno **Rodríguez Parrilla**



**Annexe à la lettre datée du 21 novembre 2002, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Transcription de la conférence de presse du Ministre  
des relations extérieures de Cuba, M. Felipe Pérez Roque,  
relative aux déclarations de M. Otto Reich, Secrétaire d'État  
adjoint des États-Unis d'Amérique pour l'hémisphère occidental,  
accusant Cuba de produire des armes biologiques**

**Date et lieu : 1er novembre 2002, 14 h 10,  
Ministère des relations extérieures de Cuba**

J'ai tenu à vous rencontrer pour commenter les déclarations de M. Otto Reich, Secrétaire d'État adjoint des États-Unis d'Amérique pour l'hémisphère occidental, qui ne veut décidément pas laisser travailler dans la sérénité ceux qui, aux États-Unis et à Cuba, oeuvrent au renforcement des relations entre les deux pays.

Il convient d'abord de rappeler ces déclarations.

La dépêche de l'agence France-Presse est ainsi libellée : « Le principal responsable de l'Amérique latine au sein du Gouvernement des États-Unis, Otto Reich, a réitéré jeudi l'accusation selon laquelle Cuba tente de se doter d'armes biologiques ». La dépêche cite ainsi M. Reich : « Je le répète, puisque trois hauts fonctionnaires l'ont déjà dit et que la réaction de quelques-uns a consisté à dire "je n'y crois pas". En fait, il ne s'agit pas seulement de quelques-uns – personne n'y a cru. Je le répète donc parce que trois autres responsables l'ont dit et que la réaction a consisté à émettre des doutes. À présent, nous sommes quatre à avoir fait cette déclaration. Cuba possède, à tout le moins, un programme limité de recherche et de développement dans le domaine des armes biologiques offensives et nous nous en référons à des informations que nous détenons. »

On peut dire que M. Reich a porté trois accusations contre Cuba. La première a consisté à dire : « Cuba possède, à tout le moins, un programme limité de recherche et de développement dans le domaine des armes biologiques offensives. »

Deuxième accusation : « Cuba tente délibérément de désorienter les services de renseignements des États-Unis et de les détourner de l'action importante qu'ils mènent contre le terrorisme en suggérant de fausses pistes. »

À la faveur de ces deux affirmations et dans un amalgame de mensonges, il répète et mélange, en y ajoutant du sien, des déclarations déjà faites par d'autres hauts fonctionnaires du Département d'État.

À présent, il ajoute une troisième accusation ainsi formulée : « Vous avez probablement entendu le Gouvernement cubain nier toute responsabilité dans cette attaque portée contre notre première ligne de défense contre le terrorisme », prêtez-bien l'oreille, « dans cette attaque portée contre notre première ligne de défense contre le terrorisme, mais, pour ma part, je peux vous affirmer aujourd'hui que la campagne cubaine d'hostilité contre nos services de renseignements se poursuit, y compris en cet instant précis. »

Pour sa part, l'agence Notimex a rapporté que, « dans un discours prononcé devant l'organisation non gouvernementale conservatrice Heritage Foundation, Otto Reich a déclaré que Cuba était un pays qui parrainait la terreur ». « Nous croyons qu'il possède, à tout le moins, un programme limité de recherche et de développement dans le domaine des armes biologiques offensives, a déclaré le Secrétaire d'État adjoint, qui est d'origine cubaine », précise Notimex.

Notimex rappelle, comme suit, certains éléments fort intéressants : « Le 5 juin dernier, le Sous-Comité du Sénat pour l'hémisphère occidental a démonté l'accusation des États-Unis selon laquelle Cuba fabrique des armes chimiques et biologiques, lorsqu'il a demandé au Département d'État de fournir des preuves et que ces preuves n'ont pas été présentées. » Notimex rappelle aussi la déclaration suivante du sénateur Christopher Dodd : « J'espère que l'administration Bush résistera à la tentation de faire de la politique en invoquant des arguments qui n'en sont pas, notamment au regard de l'absence de preuves. » Voilà ce qui a été dit lorsque cette accusation a été démontée.

Cependant, comme le rapporte Notimex, Reich – décidément un entêté – « a persisté dans son accusation, en ajoutant toutefois que d'après les informations qu'il détenait, Cuba possédait un programme de mise au point d'armes biologiques difficile à démasquer parce que facile à dissimuler. Il est également facile », a-t-il dit, « de transformer ce programme et, en l'espace d'une heure, on peut mettre au point des agents chimiques et biologiques qui peuvent être utilisés à des fins pacifiques telles que, par exemple, la fabrication de médicaments, ou se transformer rapidement en armes ».

On ne dispose pas en fait d'indications permettant d'établir si Monsieur le Secrétaire d'État adjoint a été reçu à l'examen de biologie et de chimie de la 8e année et quelles connaissances il possède pour disserter sur cette question. Il dit toutefois que sa connaissance approfondie de la question lui a permis d'établir des preuves.

Cela étant, voici une troisième dépêche, provenant de l'agence Reuters, selon laquelle « un haut fonctionnaire du Département d'État – il s'agit de M. Reich – a réitéré son accusation d'après laquelle Cuba a mis au point des armes de destruction massive. Le responsable s'est également plaint du fait que certains médias n'y croyaient pas ». Il s'agit là d'un euphémisme puisque je n'ai rencontré personne qui y croie ni entendu parler d'un média qui accrédite cette idée.

« Cuba possède, à tout le moins, un programme limité de recherche et de développement dans le domaine des armes biologiques offensives », dit l'agence Reuters, citant M. Reich. « Cuba est un État qui parraine le terrorisme », ajoute M. Reich. « Cuba est un État qui parraine le terrorisme » ... M. Reich a déclaré qu'il ne pouvait pas fournir davantage d'informations parce que la question relevait des services de renseignements; il a fait observer qu'il était très difficile de mettre la main sur des preuves matérielles, puisque les armes pouvaient être déplacées d'une pièce à l'autre en l'espace d'une heure. Il est donc possible de se déplacer d'une pièce à l'autre avec le récipient qui contient les armes biologiques – ce qui, selon M. Reich, rend difficile la présentation de preuves.

Voilà en gros ce qu'a déclaré M. Reich hier, lors d'une conférence de la Heritage Foundation. C'est donc ce qui nous a obligés à vous réunir pour vous faire connaître notre opinion.

Quelle est notre réponse à ces affirmations?

M. Reich, dont nous savons qu'il a un programme bien à lui au sein du Gouvernement et qu'il défend des intérêts bien spécifiques, connus de tous, ment de manière éhontée. Il ment avec effronterie. Vous comprendrez tous que les déclarations dont je viens de vous donner lecture ne peuvent être qualifiées que de mensonges flagrants, ce qui m'oblige à affirmer que M. Otto Reich, le Secrétaire d'État adjoint, est un menteur.

Je sais que ces termes sont sévères, mais la situation dans laquelle nous nous trouvons ne nous laisse pas d'autre choix. Et je le mets au défi de prouver le contraire. Je le mets au défi de prouver qu'il ne ment pas. Je le mets au défi de démontrer à l'opinion publique qu'il n'est pas un menteur, alors qu'à plusieurs reprises il a faussement accusé Cuba.

Je le mets en demeure. Je mets en demeure M. Otto Reich de présenter une preuve, la plus petite des preuves, un semblant de preuve qui justifie les accusations qu'il porte à l'encontre de Cuba et les allégations selon lesquelles notre pays possède un programme de production d'armes biologiques – affirmations que je rejette et que je démens catégoriquement – tout comme les allégations selon lesquelles notre pays entraverait l'action que mènent les États-Unis dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, ainsi que sa dernière affirmation selon laquelle tous ces faits continuent de se produire. Je le mets donc au défi de fournir immédiatement des preuves. Qu'il se présente demain et dise : « Voici les preuves qu'a demandées le Ministre des relations extérieures de Cuba. » Tout simplement. Je l'invite à relever ce défi, plutôt qu'à se justifier en invoquant la possibilité de déplacer un récipient d'une pièce à une autre. Qu'il présente la plus petite des preuves.

Voilà notre réponse à ses déclarations grossières concernant Cuba. Cela étant, je crois que nous devons dire clairement que M. Reich n'est pas seulement un homme qui ment. C'est aussi un homme qui est prisonnier d'une obsession incurable, une obsession qui s'appelle Cuba. C'est un homme qui est en proie à un complexe et à une obsession qui ont pour nom Cuba. Son comportement, qui relèverait en fait de la psychologie ou de la psychiatrie, témoigne bien de ce que j'appelle une obsession.

J'ai sous les yeux une note diplomatique qui n'a pas été publiée et dont je vais vous lire un seul paragraphe. Il s'agit d'une note que nous avons présentée le 10 mai 2002 à la Section des intérêts des États-Unis, à La Havane. Dans cette note, nous évoquons les déclarations que le Secrétaire d'État adjoint, M. Reich, avait faites le 6 mai 2002, quelques jours après la tentative de coup d'État fasciste survenue au Venezuela. Il avait dit ceci : « Nous possédons des informations selon lesquelles quatre avions cubains ont atterri à l'aéroport international de Maiquetía, au Venezuela, le matin du 12 avril, au moment où l'issue du changement de l'ordre constitutionnel était encore incertaine. Que faisaient-ils là? Que transportaient-ils? Nous ne le savons pas ».

Comme on s'en souviendra, nous avons été obligés de démentir publiquement cette déclaration, et le Ministère des relations extérieures avait dit publiquement, le lendemain, que cette déclaration était totalement mensongère et qu'elle témoignait de la malhonnêteté et de la grossièreté du Secrétaire d'État adjoint.

Comme au bout de 48 heures notre démenti n'avait toujours pas reçu de réponse, nous avons présenté cette note où nous disions notamment ceci : « Dans la mesure où plus de 48 heures se sont écoulées depuis sa déclaration, le Ministère des relations extérieures réitère à la Section des intérêts la mise en demeure qu'il a adressée à M. Reich afin qu'il présente immédiatement à l'opinion publique internationale les preuves de l'atterrissage d'un avion cubain le matin du 12 avril. » Situation de contre-vérité totale. Nous attendons toujours, car aucune réponse ne nous est encore parvenue. On nous a plutôt répondu par le silence.

On pourrait nous dire : « Pourquoi alors prenez-vous au sérieux le Secrétaire d'État adjoint? Ne lui répondez pas. » Nous ne pouvons pas nous y résoudre car, comme le dit l'adage, « qui ne dit mot consent » et nous donnerions l'impression de nous désintéresser de cette affaire. Bien sûr, nous accordons à la question l'importance qu'elle mérite, et nous pensons aussi que l'opinion publique aux États-Unis, la presse et la population cubaine ont le droit de connaître la vérité et les arguments qui sous-tendent notre accusation.

Il reste que M. Otto Reich, le Secrétaire d'État adjoint, s'occupe ni plus ni moins que des questions de l'hémisphère occidental; c'est sa fonction, c'est la mission pour laquelle le Gouvernement des États-Unis le rémunère. Or, comme vous le voyez, M. Reich organise tous les jours un show sur Cuba et sur le Venezuela – une autre de ses obsessions. Pourquoi s'occupe-t-il de Cuba? Pourquoi doit-il calomnier tous les jours Cuba, au lieu de s'occuper de l'hémisphère occidental qui, soit dit en passant, se désintègre sans que M. Reich ne semble s'en rendre compte? Cela devrait nous conduire à la question suivante : pourquoi alors ce comportement? C'est un mystère. Je dois vous dire qu'il s'agit d'un mystère. Je vous ai déjà dit qu'à mon avis le cas de M. Reich relevait davantage du domaine de la psychanalyse que de celui de la politique et notamment de la politique extérieure. Il faudra trouver les raisons de cette obsession et peut-être pourriez-vous nous y aider.

Pour ma part, je peux démontrer que ces accusations successives et suspectes datent d'une époque récente, celle de l'accession de M. Reich au poste de Secrétaire d'État adjoint. Les choses n'ont pas toujours été ainsi, certainement pas; la situation qui prévaut actuellement est nouvelle. Les choses en sont arrivées là et ce problème a surgi dans les relations entre Cuba et les États-Unis à l'arrivée de M. Reich.

Je vais vous donner cinq exemples pour vous en faire la démonstration.

Premier exemple : le 5 mars 1998, interrogé lors d'une audience de la Commission des Forces armées du Sénat sur la présence d'armes de destruction massive à Cuba, le général Charles Wilhelm, alors chef du Commandement Sud des États-Unis et donc un haut responsable de la hiérarchie militaire nord-américaine, a déclaré textuellement : « Nous observons Cuba et nous savons qu'il a un programme de recherche et de développement dans le domaine biologique, mais nous n'avons rien remarqué qui indique que ce programme ait des fins militaires. »

Deuxième exemple : dans son rapport de 1997 sur la prolifération des armes biologiques, l'Agence gouvernementale des États-Unis pour le contrôle des armes et le désarmement fait état de huit pays considérés comme préoccupants parce que le Gouvernement des États-Unis les soupçonne de mettre en oeuvre des programmes de production d'armes biologiques. Aucune mention n'est faite de Cuba dans ce rapport.

Troisièmement : dans un rapport plus récent, le rapport de 2000 du Département de la défense des États-Unis sur les menaces chimiques et biologiques, Cuba n'apparaît pas sur la liste des pays qui possèdent ou tentent de se doter d'armes chimiques et biologiques.

Quatrième exemple : le rapport de 2000 de la Central Intelligence Agency au Congrès des États-Unis sur l'acquisition de technologies relatives aux armes de destruction massive et de munitions classiques améliorées ne cite pas Cuba parmi les pays qui suscitent des préoccupations ou éveillent des soupçons.

Dernier exemple : le 21 mai 2002, le Département d'État a publié sous le titre « Les parrains du terrorisme dans le monde », un rapport dans lequel les États-Unis jugent les autres pays et désignent ceux qui parrainent le terrorisme et où, sans aucune justification, de manière arbitraire et selon des critères purement politiques, ils mentionnent Cuba en recourant à toute une série de mensonges. Eh bien, ces mensonges, les accusations et autres arguments utilisés pour citer Cuba n'évoquent pas la question qui nous occupe. Nulle part dans le rapport, le Département d'État ne dit que Cuba produit des armes biologiques ou entrave l'action des États-Unis dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. On ne retrouve aucune mention de ce genre dans ces cinq exemples. Ce dont il s'agit ici, c'est bien d'une campagne impromptue orchestrée par M. Reich.

Cela étant, pourquoi les États-Unis n'ont-ils jamais soulevé cette question avant la nomination de M. Reich au poste de Secrétaire d'État adjoint pour l'hémisphère occidental? C'est une question à laquelle il faudra essayer de trouver une réponse. Pourquoi cette question a-t-elle surgi à l'arrivée de M. Reich? Pourquoi M. Reich s'est-il opposé à ce que les deux pays signent des accords que Cuba a proposés à plusieurs reprises – des accords bilatéraux visant, par exemple, à instaurer une collaboration en matière de lutte contre les stupéfiants, l'immigration clandestine, la traite des personnes et le terrorisme – et qui ont été rejetés sans explication? Pourquoi M. Reich s'est-il opposé au développement de ces initiatives, qui servent les intérêts du peuple nord-américain et de la communauté internationale?

Pourquoi M. Reich s'est-il opposé à ce que les États-Unis bénéficient de la coopération que Cuba a proposée dans le domaine de la recherche sur le virus du Nil, par exemple? Il y a lieu de rappeler ici la déclaration faite par Cuba :

« Le Gouvernement cubain est disposé à coopérer, selon ses possibilités, avec les autorités sanitaires des États-Unis et des autres pays de notre hémisphère, à la recherche et aux autres actions visant à faire face à ce nouveau danger pour la santé des citoyens de cet hémisphère, déjà touché par le sida, la dengue et d'autres fléaux qui menacent et compromettent, à plus ou moins grande échelle, l'état de santé déjà précaire de la majorité de nos populations. »

Pourquoi le Secrétaire d'État adjoint pour l'hémisphère occidental s'est-il opposé à ce que Cuba collabore à la recherche médicale visant à faire face à une menace telle que le virus du Nil, qui pèse sur l'hémisphère – une recherche qui pourrait constituer la première étape d'une coopération appelée à s'étendre à d'autres domaines médicaux et aujourd'hui interdite par la réglementation absurde du blocus?

Voilà quelques-unes des questions que l'opinion publique aux États-Unis et la presse devraient se poser pour essayer de comprendre le comportement étrange du Secrétaire d'État adjoint.

Cela étant, pourquoi, à notre avis, M. Reich se comporte-t-il de cette manière? Eh bien, trois raisons au moins expliquent cette obsession schizophrénique vis-à-vis de Cuba et cette campagne incessante d'accusations et de mensonges contre notre pays.

La première raison, c'est que M. Reich est préoccupé par son emploi. M. Reich s'efforce de se faire apprécier des groupes extrémistes cubains de Miami dont il connaît l'influence et la capacité de décider de l'issue des élections. M. Reich se dit peut-être qu'il a plus que jamais besoin de l'appui des groupes extrémistes qu'il connaît très bien et auxquels il est lié depuis de nombreuses années, face à la perspective de perdre son poste à la fin de la session actuelle du Congrès.

Il s'agit donc, premièrement, d'une préoccupation pour son emploi. M. Reich devra-t-il reprendre ses anciennes fonctions de lobbyiste de la société Bacardí? Peut-être, si les choses se passent bien. C'est une prochaine étape qu'il nous reste à examiner. Voilà donc une raison : la préoccupation pour l'emploi, la nécessité de se faire apprécier, d'apparaître agressif aux yeux des groupes extrémistes et des terroristes d'origine cubaine qui continuent de pulluler et d'agir, sans aucune forme de restriction, dans le sud de la Floride.

Deuxième explication de ce comportement : M. Otto Reich a peur de l'avenir. Il tente en ce moment de perturber les relations bilatérales, de créer de nouvelles sources de confrontation et de tension, alors qu'aujourd'hui la société nord-américaine, les hommes d'affaires, la presse et la majorité des Cubains qui vivent aux États-Unis réclament plus ouvertement que jamais et avec une insistance croissante un changement de politique et la normalisation vis-à-vis de Cuba. Pour sa part, M. Reich tente désespérément et maladroitement de s'opposer à cette tendance qui, de l'avis de tous, ne peut être contrée. Il a peur de l'avenir. Il n' imagine pas de vivre sans être en guerre contre Cuba, contre la coexistence pacifique et contre l'instauration de relations normales de collaboration entre nos peuples.

Troisièmement, nous pensons que M. Reich se comporte ainsi parce qu'il est désespéré. Hormis la préoccupation pour son emploi et la peur de l'avenir, il est désespéré, à l'instar de ces groupes extrémistes minoritaires d'origine cubaine qui constatent à quel point ils perdent du terrain et de l'influence, comment personne ne les croit et en particulier comment personne ne croit désormais qu'ils recueillent de l'argent à Miami pour venir libérer Cuba.

Les gens savent qu'ils ont les mains couvertes de sang, qu'ils sont responsables de l'assassinat d'un jeune touriste italien ici à La Havane, qu'ils ont placés des explosifs, mitraillé des installations civiles à Cuba. Les gens savent qu'ils ont fait exploser un avion civil et assassiné des dizaines de jeunes. Personne ne les croit et la société nord-américaine en a plus qu'assez de leurs pressions et de la corruption à laquelle ils se livrent lors des consultations électorales. Ils perdent du terrain et sont désespérés. Et M. Reich, qu'un cordon ombilical relie à ces groupes depuis de nombreuses années, personnifie ce désespoir. Voilà comment nous analysons cette situation.

En conclusion, Cuba rejette catégoriquement les accusations mensongères de M. Reich. Deuxièmement, je le mets une fois encore en demeure de fournir des preuves. Qu'il présente des preuves, qu'il prouve ses accusations. Troisièmement, je peux affirmer qu'il s'agit d'une manoeuvre grossière, futile et irresponsable. D'autre part, il nous paraît légitime d'attendre d'un haut responsable du Département d'État ne serait-ce qu'un certain sens de la responsabilité.

N'eussent été son passé ténébreux et l'étroitesse de ses liens avec les groupes extrémistes et corrompus qui l'ont soutenu et à qui il doit sa nomination à ce poste, M. Reich aurait peut-être visité nos centres.

M. Reich serait peut-être venu prendre un petit café à l'occasion d'une visite dans l'un de nos centres de recherche, qui ont acquis une notoriété mondiale en raison des vies qu'ils ont sauvées, des produits médicaux qu'ils ont mis au point et de l'espoir qu'ils ont redonné à des millions de familles. Or, M. Reich prendra peut-être sa retraite ou changera d'occupation sans avoir pu visiter ces centres, contrairement à ce que font, depuis quelque temps, un nombre croissant de délégations venues des États-Unis ou d'autres pays.

Il ne pourra pas prendre un petit café en s'entretenant avec les scientifiques comme l'ont fait le Président Carter, un certain nombre de groupes ou encore des journalistes de divers médias des États-Unis. Cela ne lui sera malheureusement pas possible.

Enfin, par votre intermédiaire, je tiens à lancer un avertissement à M. Otto Reich, le Secrétaire d'État adjoint pour l'hémisphère occidental. Nous devons le prévenir que si, dans un délai de deux à trois jours à compter d'aujourd'hui, il ne fournit pas de preuves, son nez s'allongera comme celui de Pinocchio et il ne pourra pas dire que nous ne l'avions pas prévenu.

Voilà ce que je tenais à vous dire. Je suis au regret de vous avoir retenu aussi longtemps pour évoquer de telles absurdités, mais nous le devons à notre peuple et à l'opinion publique. Y a-t-il des questions?

Carlos Díaz, de l'agence France-Presse : je me souviens que, vers la fin du mois de mai dernier, une situation similaire avait eu pour protagoniste M. Burton et que Cuba avait alors déclaré que tous les centres biotechnologiques étaient ouverts aux experts, moyennant une coordination préalable avec les autorités cubaines. C'était avant la visite de M. Carter. Cette invitation est-elle toujours valable?

Le Ministre : Cuba ne voit aucun inconvénient à ouvrir les portes de ses centres de recherche, comme c'est actuellement le cas.

Nous recevons chaque jour des délégations. Chaque mois, des dizaines de délégations viennent visiter ces centres et participer à des échanges, bon nombre venant des États-Unis. Il faut cependant dire que, ces derniers temps, le Gouvernement nord-américain impose d'importantes restrictions qui empêchent les délégations nord-américaines du secteur scientifique et les universitaires de se rendre à Cuba.

Hormis ces restrictions aux déplacements vers Cuba, l'on observe également un durcissement en ce qui concerne les visas délivrés aux scientifiques cubains qui désirent se rendre aux États-Unis. C'est ainsi que, récemment, plus de 100 scientifiques et universitaires se sont vu refuser des visas, ce qui a entravé les



échanges scientifiques; il faut voir là une autre conséquence des obsessions et des phobies d'Otto Reich.

Sans y voir le moindre inconvénient, Cuba reçoit régulièrement dans ses centres des délégations du monde entier, qui viennent visiter les installations, procéder à des échanges et participer à des congrès. La question paraissait réglée jusqu'à ce que hier, M. Otto Reich, tel un docteur Frankenstein moderne, la soulève à nouveau et se livre à des manipulations.

Bien entendu, M. Otto Reich n'est pas invité à visiter les centres. Son comportement laisse à désirer.

---